

le 14 mars 2024

**Réponse de La Poste à la consultation publique de l'Arcep sur le  
projet de décision relatif aux règles de comptabilisation et aux  
restitutions comptables réglementaires de La Poste**

## Sur la mise en œuvre de la nouvelle gamme courrier et le besoin de modifier la règle d'allocation applicable aux charges des travaux extérieurs ainsi que certaines restitutions réglementaires

Depuis 2008, La Poste subit une attrition continue et accélérée des volumes de courrier : le nombre de lettres (courrier domestique) transportées et distribuées par La Poste s'est élevée à 6,7 milliards de plis en 2022 contre 17,6 milliards de plis en 2008, soit une division par près de trois des volumes sur cette période.

Cette très forte réduction de la demande reflète une transformation structurelle des besoins et des usages que la crise sanitaire a accélérée (épidémie de COVID-19 en 2020). Malgré les économies et les efforts d'adaptation et de réorganisation de l'appareil de production de La Poste, l'équilibre financier du Service Universel Postal s'est rapidement et structurellement dégradé. Ainsi, le compte du Service Universel Postal avant compensation est devenu lourdement déficitaire : il est passé de + 146 millions d'euros en 2017 à -365 millions d'euros en 2018, -617 millions d'euros en 2021, et -703 millions d'euros en 2022.

Face à cette évolution, le Gouvernement a pris la décision majeure d'attribuer à partir de 2021 à La Poste une compensation financière au titre du Service universel, à hauteur de 500 à 520 millions d'euros par an selon les résultats de qualité de service, qui est venue compenser une partie de ce déficit et le réduire, sans pour autant l'annuler.

Simultanément, l'Etat a demandé à La Poste de préparer une adaptation de la gamme de Service Universel Postal qui réponde aux attentes des clients, contribue à l'abordabilité des offres et participe à réduire les coûts de cette mission de service public.

La nouvelle gamme courrier (NGC) proposée par La Poste et mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2023 correspond à cette demande et aux préconisations faites par M. Jean Launay dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par le ministre en charge des postes.

L'offre centrale de cette nouvelle gamme est une offre en J+3 qui propose un niveau de qualité et de fiabilité élevé. Pour répondre à la variété des besoins, cette nouvelle gamme inclut aussi une solution hybride pour les communications résiduelles les plus urgentes des particuliers et petits professionnels nécessitant une distribution en J+1, une offre d'envois postaux à forte valeur de services en J+2, une offre d'envois recommandés en J+3 et une offre économique en J+4 pour les envois des entreprises égrenés et en nombre.

La mise en place de la NGC engendre des transformations dans la structure des trafics et dans l'organisation industrielle de La Poste. Dans ce contexte, La Poste partage la position de l'Arcep quant à l'impact de ces évolutions de gamme et d'organisation, évolutions qui justifient d'adapter la règle d'allocation applicable aux charges fixes de distribution ainsi que de mettre à jour certaines restitutions réglementaires.

## Sur les modifications de la règle d'allocation des coûts de distribution

*Question 1: ces modifications appellent-elles des remarques de votre part ? Le cas échéant, lesquelles ?*

### **Concernant la nouvelle règle proposée par l'Arcep**

La mise en place de la NGC modifie fortement la structure des trafics par niveau d'urgence autour d'un pivot en J+3. Cette modification répond aux attentes des clients et permet à La Poste d'adapter son organisation industrielle pour optimiser les processus logistiques et de distribution tout en garantissant une distribution 6 jours sur 7 et le respect de l'engagement de délai de distribution que La Poste a vis-à-vis ses clients.

En particulier, la création du niveau d'urgence en J+3 et la forte modification de la structure des trafics qui en découle changent la façon dont l'urgence structure les tournées. En conséquence, La Poste partage le constat

que la règle actuelle 60 %/30 %/10 % et les paramètres sous-jacents à la construction de cette règle ne sont plus en adéquation avec l'organisation de la distribution déployée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Le projet de décision de l'Arcep prévoit de modifier la règle d'allocation et de calculer le coût de fourniture isolée par niveau d'urgence conformément à la nouvelle organisation industrielle. Sur tournées denses, les charges seraient affectées avec une clé calculée en fonction du coût de fourniture isolée de chaque niveau d'urgence (43 % pour les flux J+1 et J+2, 43 % pour les flux J+3 et J+4 et 14 % pour les flux J7). Sur tournées non denses, les charges seraient affectées au prorata des volumes.

La Poste considère que la règle proposée par l'Arcep permet de garantir que l'allocation des charges de distribution aux produits continue de prendre en compte la façon dont le degré d'urgence des produits conditionne l'organisation de la distribution. La règle proposée reflète donc les évolutions de la réalité industrielle et envoie des signaux économiques qui traduisent la relation de causalité existante entre l'urgence des objets et leur coût de distribution.

La Poste constate que la règle retenue s'inscrit donc dans la continuité de la règle actuelle tout en s'adaptant à une réalité nouvelle. Dans ce sens, la nouvelle règle répond aux principes de simplicité, de prévisibilité et de cohérence par rapport aux décisions précédentes.

La Poste soulève toutefois une observation concernant les catégories d'urgences retenues. La proposition de l'Arcep consiste à retenir les 3 catégories d'urgence considérées dans sa décision de 2008, à savoir : J+1/J+2 pour les produits urgents, J+3/J+4 pour les produits non urgents et J+7 pour les produits économiques. Avec la mise en place de la NGC, la structure des trafics correspondant aux produits non urgents J+3 et J+4 est plus hétérogène : environ « ... % » des flux ont un délai de distribution de 3 jours et « ... % » des flux ont un délai de distribution de 4 jours à distribuer dans les tournées denses<sup>1</sup>. La Poste considère qu'une séparation de ces deux catégories d'urgence aurait l'avantage de permettre d'affecter leurs charges séparément et de calculer ainsi des coûts unitaires distincts pour ces deux flux, tenant compte des coûts de fourniture isolée et des niveaux de trafic de chacune des catégories. Les coûts unitaires traduiraient plus finement les particularités de chacun de ces flux.

#### ***Concernant le bilan de la mise en place du pilotage des flux à distribuer portant sur l'exercice comptable précédent***

Le projet de décision de l'Arcep prévoit une transmission annuelle, à l'occasion de la restitution des comptes réglementaires, d'un bilan de la mise en place du pilotage des flux à distribuer portant sur l'exercice comptable précédent. Ce bilan ferait apparaître la répartition du nombre de tournées selon leur type (dense/non dense), le volume d'objets distribués lors de ces tournées ainsi que les montants des charges afférentes.

La Poste est favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme de *reporting*. La Poste souligne que le format et le niveau de détail du *reporting* seront à ajuster en fonction de la disponibilité des données selon les organisations mises en œuvre (selon qu'une tournée est divisée en une partie dense et une partie non dense ou se trouve intégralement dense ou non dense).

#### ***Concernant la production des comptes réglementaires avec l'application des anciennes règles comptables applicables aux processus travaux extérieurs***

Le projet de décision de l'Arcep prévoit dans son article 8 la production, pour l'exercice 2023, des comptes 2023 avec l'application des anciennes règles comptables applicables au processus de travaux extérieurs.

---

<sup>1</sup> Estimations issues des trafics du Plan de moyen terme de La Poste de 2023

La Poste comprend l'intérêt de cette démarche et elle est favorable à l'établissement des comptes « proforma » correspondant aux comptes 2023 avec l'application des anciennes règles comptables applicables au processus travaux extérieurs.

La Poste signale que cette production « proforma » engendrera des travaux complémentaires de la part de La Poste et des auditeurs des comptes réglementaires.

### Sur les modifications des certaines restitutions réglementaires

Question 2 : ces modifications appellent-elles des remarques de votre part ? Le cas échéant, lesquelles ?

L'Arcep propose dans son projet de décision de modifier les catégories des produits de certaines restitutions pour tenir compte de l'évolution de la gamme.

La Poste partage le besoin d'ajuster les restitutions évoquées dans la décision et elle est d'accord sur les propositions de modification de l'Arcep quant aux restitutions R1, R6, R7.

En ce qui concerne la restitution R3, La Poste comprend l'intérêt de distinguer dans une ligne dédiée le produit « E-lettre rouge ». Toutefois, elle tient à souligner que cette catégorie comportera des volumes très faibles. Par conséquent, il est probable que l'information concernant les coûts par processus soit difficilement exploitable en raison des arrondis et des unités en M€ que la restitution utilise.